

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 29 JUIN 1922.

Proposition de loi

modifiant la loi du 30 juillet 1903 sur la stabilité des emplois communaux et celle du 6 août 1909 sur la stabilité des emplois dépendant des établissements publics de bienfaisance et des Monts-de-pitié.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

L'article 8, paragraphe 2, de la loi du 30 juillet 1903 sur la stabilité des emplois communaux, dispose comme suit :

« Quelle que soit la mesure disciplinaire, dont ils peuvent être l'objet : avertissement, réprimande, suspension ou révocation, les employés sont préalablement entendus. Il est dressé procès-verbal de leurs explications. »

D'autre part, l'article 5, paragraphe 2, de la loi du 6 août 1909, sur la stabilité des emplois dépendant des établissements publics de bienfaisance et des Monts-de-Piété, est libellé comme suit :

« Quelle que soit la mesure disciplinaire dont ils peuvent être l'objet : avertissement, réprimande, suspension ou révocation, les titulaires d'emplois sont préalablement entendus. Il est dressé procès-verbal de leurs explications. »

Ces dispositions ont pour objet d'assurer les droits de la défense des employés des administrations publiques, en matière disciplinaire. Tout inculpé doit être entendu, préalablement à l'application d'une peine quelconque.

Si importante que soit cette garantie, il y a toutefois lieu de faire remarquer qu'elle est insuffisante pour assurer complètement le droit de défense des intéressés.

En effet, la loi ne dit pas expressément *par qui* l'inculpé doit être entendu.

Il nous paraît incontestable que c'est par l'autorité même que est appelée à exercer l'action disciplinaire.

Dans la pratique, il n'en est cependant pas ainsi. En matière de révocation notamment, c'est généralement le Collège échevinal qui instruit l'affaire et entend les explications de l'inculpé. Le Conseil communal statue ensuite sur le vu du dossier, mais sans entendre l'intéressé.

Un récent arrêté de la Députation permanente du Brabant déclare cette procédure régulière, en s'exprimant comme suit : « Attendu... que la loi du » 30 juillet 1903 n'exige nullement que l'intéressé soit interrogé par le » Conseil communal; qu'en effet, l'article 8 de cette loi veut simplement que » l'agent soit entendu préalablement à l'application d'une mesure discipli- » naire quelconque ;

» Attendu, au surplus, qu'en vertu de la jurisprudence adoptée par le » Gouvernement, le Collège échevinal de... était qualifié pour interroger » M. X..., etc. »

Il faut reconnaître que, dans de pareilles conditions, la défense de l'inculpé est incomplètement assurée.

Sans doute, il convient que ce soit le Collège échevinal qui instruisse l'affaire et forme le dossier; mais n'est-il pas désirable que l'intéressé soit appelé à se défendre également devant le Conseil communal et à fournir à celui-ci les explications complémentaires qu'il juge utile de lui donner?

Nous estimons que ce droit devrait lui être reconnu par la loi et, qu'en outre, le droit de se faire assister par un défenseur devrait lui être garanti.

Il va de soi que la communication complète du dossier s'impose pour les mêmes motifs.

C'est en vue de compléter ainsi les garanties déjà accordées par les lois susvisées, que nous proposons de compléter les textes cités plus haut par une disposition prescrivant l'audition de l'inculpé par l'autorité appelée à exercer l'action disciplinaire, ainsi que la communication de toutes les pièces du dossier et autorisant l'assistance d'un défenseur.

Une autre lacune importante doit être signalée dans la loi du 30 juillet 1903 et celle du 6 août 1909. Elles sont, en effet, muettes en ce qui concerne les délais endéans lesquels il doit être statué dans les cas où les décisions prises sont soumises à la ratification de l'autorité supérieure ou peuvent être frappées d'appel par les intéressés.

De nombreux abus en sont résultés, et l'on pourrait citer maints exemples de lenteurs hautement préjudiciables, provenant du mutisme de la loi quant aux délais dont s'agit.

Une circulaire de M. le Ministre de Trooz, en date du 18 août 1903, prescrit « que lorsque la peine prononcée est subordonnée à l'approbation d'une autorité supérieure ou sujette à appel, une copie du procès-verbal d'explications doit être annexée à l'expédition de la décision frappant l'employé et transmise à l'autorité compétente.

Mais aucune disposition, ni dans la loi, ni dans la jurisprudence administrative, ne vise les délais dans lesquels cette communication doit être faite, ni dans lesquels l'autorité supérieure doit se prononcer.

C'est pour combler cette lacune que nous proposons d'ajouter aux lois susvisées une disposition fixant les délais à observer.

ANNEXE AU N° 362.

BIJLAGE VAN N° 362.

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi du 30 juillet 1903 sur la stabilité des emplois communaux et celle du 6 août 1909 sur la stabilité des emplois dépendant des établissements publics de bienfaisance et des monts-de-piété.

ARTICLE PREMIER.

Le texte du paragraphe 2 de l'article 8 de la loi du 30 juillet 1903 et de l'article 5 de la loi du 6 août 1909 est complété comme suit :

« Quelle que soit la mesure disciplinaire dont ils peuvent être l'objet : avertissement, réprimande, suspension ou révocation, les titulaires d'emploi sont préalablement entendus par l'autorité appelée à exercer l'action disciplinaire; il est dressé procès-verbal de leurs explications.

» Les intéressés reçoivent communication de toutes les pièces du dossier.

» Ils pourront se faire assister par un défenseur. »

ART. 2.

Toute mesure disciplinaire est notifiée par écrit et dans son texte à l'intéressé dans le délai de cinq jours, à dater de la décision.

« Lorsque la peine prononcée est subordonnée à l'approbation d'une autorité supérieure ou sujette à appel, le dossier doit être annexé à l'expédition de la décision frappant

WETSVOORSTEL

tot wijziging der wetten van 30 Juli 1903 op de vastheid der gemeentebedieningen en van 6 Augustus 1901 op de vastheid der bedieningen afhangende van de openbare weldadigheidsinstellingen en de bergen van barmhartigheid.

EERSTE ARTIKEL.

Lid 2 van artikel 8 der wet van 30 Juli 1903 en van artikel 5 der wet van 6 Augustus 1909 wordt aangevuld als volgt :

« Geen tuchtmaatregel : waarschuwing, berisping, schorsing of afzetting, kan op de titularissen van eenige bediening worden toegepast voordat dezen zijn gehoord door de overheid die met de strafoplegging is belast; er word proces-verbaal van hunne verklaringen opgemaakt.

» Aan de betrokkenen wordt kennis gegeven van al de stukken van het dossier.

» Zij kunnen zich doen bijstaan door een verdediger. »

ART. 2.

« Elke tuchtmaatregel wordt aan den betrokkene schriftelijk en woordelijk beteekend binnen een termijn van vijf dagen na de dagteekening der beslissing.

» Ingeval de uitgesproken straf door eene hogere overheid moet goedgekeurd worden of vatbaar is voor beroep, moet het dossier worden gevoegd bij het afschrift van de

l'employé et transmise à l'autorité compétente dans le même délai.

» Celle-ci se prononcera dans les trente jours et notifiera sa décision directement à chacune des parties intéressées endéans un nouveau délai de cinq jours et dans la forme ci-dessus,

» En cas de recours au Roi, la décision interviendra dans les trente jours, à partir de la formation du pourvoi.

» Tous les délais ci-dessus sont prescrits à peine de nullité. »

beslissing, krachtens welke de be-
diende is gestraft, en binnen den-
zelfde termijn aan de bevoegde
overheid gezonden.

» Deze overheid doet uitspraak
binnen dertig dagen en beteekent
hare beslissing rechtstreeks aan elke
van de betrokken partijen binnen
een nieuwen termijn van vijf dagen
en op bovengemelde wijze.

» Is er beroep aangeteekend bij
den Koning, dan moet de beslissing
genomen worden binnen dertig da-
gen na het aantekenen van het
beroep.

» Al de bovengemelde termijnen
moeten op straffe van nietigheid in
acht genomen worden. »

Fernand Cocq.

Alf. AMELOT.

Henri JOURET.



Nous pensons que les textes proposés par nous sont de nature à assurer complètement les droits de la défense des employés des administrations publiques, en matière disciplinaire, et à éviter le retour des abus qui ont souvent ému l'opinion publique dans ces dernières années.

FERNAND COCQ.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 JUNI 1922.

WETSVOORSTEL

tot wijziging der wetten van 30 Juli 1903 op de vastheid der gemeentebedieningen en van 6 Augustus 1909 op de vastheid der bedieningen afhangende van de openbare weldadigheidsinstellingen en de bergen van barmhartigheid.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Artikel 8, § 2, der wet van 30 Juli 1903 op de vastheid der gemeentebedieningen luidt :

« Vooraleer welken tuchtmaatregel ook, waarschuwing, berisping, schorsing of afzetting, op een bediende toe te passen, zal deze gehoord worden; » en wordt proces-verbaal van zijne verklaringen opgemaakt. »

Anderzijds luidt artikel 5, § 2, der wet van 6 Augustus 1909 op de vastheid der bedieningen afhangende van de openbare weldadigheidsinstellingen en de bergen van barmhartigheid, als volgt :

« Vooraleer welken tuchtmaatregel ook, waarschuwing, berisping, schorsing of afzetting, op titularissen van bedieningen toe te passen, zullen » dezen gehoord worden; er wordt proces-verbaal van hunne verklaringen » opgemaakt. »

Deze bepalingen hebben ten doel, de rechten van verdediging te waarborgen, in tuchtzaken, aan de bedienden van de Openbare Besturen. Iedere beschuldigde heeft het recht gehoord te worden, vooraleer eenige straf op hem worde toegepast.

Hoe belangrijk deze waarborg ook zij, toch is het noodig te doen aanmerken dat hij ontoereikend is om het recht van verdediging der belanghebbenden volkomen te verzekeren.

Inderdaad, in de wet wordt niet uitdrukkelijk bepaald door wien de beschuldigde moet worden gehoord.

Voor ons lijkt het geen twijfel dat het moet zijn door de overheid zelf, welke met de strafoplegging is belast.

In de practijk is het echter niet zoo. In zake afzetting, namelijk, wordt,

over 't algemeen, de zaak onderzoekt door het Schepencollege, dat de uitleggingen van den beschuldigde hoort. Nadien doet de Gemeenteraad uitspraak, na inzage te hebben genomen van het dossier, doch zonder den belanghebbende te hooren.

Bij een onlangs genomen besluit verklaart de Bestendige Deputatie van Brabant deze doenwijze regelmatig; dit besluit luidt :

« Overwegende dat..... de wet van 30 Juli 1903 geenszins vereischt dat » de belanghebbende door den Gemeenteraad wordt gehoord; dat inder- » daad artikel 8 dier wet enkel verlangt dat de beambte worde gehoord, » vooraleer eenige tuchtmaatregel worde toegepast; » Overwegende, daarenboven, dat, krachtens de door de Regeering aan- » genomen rechtspraak, het Schepencollege van..... bevoegd was om den » heer X..... te hooren, enz... ».

Men moet erkennen dat, onder dergelijke omstandigheden, de verdediging van den beschuldigde onvolkomen verzekerd is.

Ongetwijfeld is het gepast dat het Schepencollege de zaak onderzoeken en het dossier opmaken; is het echter niet wenschelijk dat de belanghebbende opgeroepen worde om zich ook voor den Gemeenteraad te verdedigen en aan dezen de aanvullende uitleggingen te verstrekken, welke hij nuttig acht hem te verschaffen?

Wij zijn van gevoelen dat dit recht hem door de wet zou moeten toegekend worden en dat hem daarenboven het recht om zich door een verdediger te doen bijstaan moet worden gewaarborgd.

Het spreekt vanzelf dat het volledig dossier om dezelfde redenen dient te worden medegedeeld.

Ten einde de reeds door bovengemelde wetten verleende waarborgen op die wijze aan te vullen, stellen wij voor, aan de bovenstaande teksten eene bepaling toe te voegen, krachtens welke de beschuldigde door de overheid, die belast is met de strafoplegging, moet worden gehoord en tevens dat al de stukken van het dossier hem medegedeeld moeten worden en dat het hem moet toegelaten zijn zich door een verdediger te doen bijstaan.

Op eene andere aanzienlijke leemte in de wet van 30 Juli 1903 en in die van 6 Augustus 1909 dient te worden gewezen. In deze wetten komt inderdaad geene bepaling voor betreffende de termijnen, binnen dewelke moet beslist worden voor de gevallen dat de genomen maatregelen onderworpen zijn aan de goedkeuring van de hogere overheid of dat daartegen door de belanghebbenden in beroep wordt gegaan.

Daaruit zijn talrijke misbruiken ontstaan en men zou menig voorbeeld kunnen aanhalen van hoogst schadelijke vertragingen uit hoofde van het zwijgen der wet over genoemde termijnen.

Een omzendbrief van Minister de Trooz, d. d. 18 Augustus 1903, luidt : « Wanneer de uitgesproken straf moet goedgekeurd worden door eene hogere overheid of daarvan in beroep kan worden gegaan, moet een afschrift van het proces-verbaal der verklaringen worden gehecht aan het afschrift van het besluit, waarbij de beambte wordt gestraft, en aan de bevoegde overheid overgemaakt. »

Noch in de wet, noch in de rechtspraak van het Bestuur komt echter eene bepaling voor betreffende de termijnen, binnen dewelke deze mededeeling moet worden gedaan, noch binnen dewelke de hoogere overheid moet uitspraak doen.

Om deze leemte aan te vullen, stellen wij voor, aan bovengenoemde wetten eene bepaling toe te voegen, waarbij de na te komen termijnen worden bepaald.

Wij meenen dat de door ons voorgestelde teksten geschikt zijn om, in tuchtzaken, de rechten van verdediging van de beambten der openbare besturen volkomen te verzekeren en om de herhaling te vermijden van misbruiken welke dikwijls de openbare denkwijze, gedurende deze laatste jaren, in roering hebben gebracht.

FERNAND COCQ.

